

Le Front de gauche 56 fait une proposition unitaire pour les législatives

Au lendemain de l'élection présidentielle, nous en sommes à la phase 1 du combat contre Macron et son monde : les élections législatives. Forte de 7 millions de suffrages, la gauche de transformation incarnée par JL Mélenchon représente une force considérable, qui peut devenir un contre-pouvoir à l'Assemblée Nationale et dans le pays si nous savons nous rassembler.

Le positionnement de France Insoumise ne le permet actuellement pas, puisqu'elle décide de présenter des candidat.e.s dans toutes les circonscriptions en ignorant la diversité qui fait notre force.

En agissant ainsi, France Insoumise propose ni plus ni moins que le PCF et le Front de gauche disparaissent du paysage, alors que notre investissement militant et le poids du PCF ont été un des facteurs du haut score de JL Mélenchon.

Dans le prolongement de l'appel de Baud du 1^{er} juillet et d'Auray du 15 décembre 2016, le Front de gauche montre sa volonté unitaire en faisant la proposition suivante :

- À Hennebont nous soutenons Philippe Noguès, député sortant en rupture avec le PS de gouvernement ;
- À Pontivy nous soutenons la candidate FI-Ensemble!, et à Ploërmel nous soutenons FI, avec visibilité du Front de gauche dans les 2 cas ;
- À Vannes, nous avons porté l'hypothèse d'un binôme FI/FDG, conduit par FI, que ces derniers ont refusé
- En revanche, nous considérons légitime qu'il y ait des candidats issus du PCF à Lorient et à Auray.

Cette proposition est rassembleuse. Nous la portons à la connaissance de FI et la mettons sur la place publique.

Dans le même esprit, nous sommes également en discussion avec EELV.

Nous en appelons à l'intelligence, au respect de chacun pour parvenir à l'unité.

"La mobilisation ne doit pas se limiter qu'aux périodes électorales"

Vous trouverez ci-dessous le courriel que les militants de France Insoumise du Nord du Morbihan nous ont adressé. Le score sans précédent de Jean-Luc Mélenchon est tout autant le résultat d'une campagne nationale particulièrement ciselée que d'une activité de terrain vive et originale de toutes les militantes et tous les militants de France Insoumise, des organisations du Front de Gauche et du mouvement social.

Bonjour,

..., je tiens à vous remercier aux noms des différents comités de soutien de la France Insoumise du nord du Morbihan pour la

contribution du Parti Communiste et du Front de Gauche à la campagne de Jean-Luc Mélenchon.

Même si le résultat n'a pas été à la hauteur de vos efforts, nous tenions à vous remercier pour votre formidable implication.

Sans vous, nous n'aurions pas eu un tel résultat.

Quoiqu'il en soit, le combat ne fait que commencer face aux 5 difficiles années à venir.

La mobilisation ne doit pas se limiter qu'aux périodes électorales.

Le PCF, le Front de Gauche et la France Insoumise devront encore faire front commun pour défendre le peuple au quotidien.

Industries qui licencient, collectivités qui maltraitent, demandeurs d'emploi spoliés, paysans en détresse, zone d'intérêt écologique menacée, etc ... de nombreux défis nous attendent localement.

Et face à la régression sociale, humaine et écologique qui s'annonce avec la présidence à venir l'union de nos forces devra plus que jamais si ce n'est bloquer mais au moins limiter les réformes libérales qui ne vont pas manquer d'arriver.

Les 19.5 % de suffrages réunis grâce à votre collaboration nous permettrons de peser ensemble sur la vie politique de notre pays.

On ne lâchera rien !

En espérant vous trouver de nouveau à nos côtés pour les combats à venir.

Merci encore à tous.

Jean-Michel Baudry et David Guillemet

FDG 56 : soutien aux Guyanais



Le Front de Gauche du Morbihan apporte tout son soutien à la lutte du peuple guyanais et se réjouit de l'immense succès de la grande manifestation de la journée de mardi. Lancée en 24 heures elle a rassemblé probablement plus de 20 000 guyanais. À l'appel de 37 syndicats la Guyane est entrée en grève générale parce que la Guyane connaît des maux d'une ampleur inouïe.

Outre les terres confisquées par l'État qui paralyse la paysannerie, les guyanais vivent majoritairement dans la précarité. 1/6 des personnes n'ont pas d'accès direct à un service d'eau potable. Le taux de chômage global est de 22,3 % soit 2 fois celui de la France. Le revenu annuel moyen en Guyane est inférieur de plus de 44 % de celui de l'Hexagone et on compte près de 4 fois plus de bénéficiaires du revenu de solidarité active RSA. Les produits alimentaires sont 45 % plus chers qu'en France, les logements 20 % plus chers. Il y a en Guyane 2 fois moins de médecins qu'en France, et il n'y a que 24 médecins spécialistes pour 100 000 habitants. Certaines femmes sont à plus de 400 km d'une maternité et doivent parfois s'y rendre en pirogue.

La situation de l'éducation est catastrophique. Les moins de 20 ans qui sont 43 % de la population (24 % en métropole) sont les plus touchés par la précarité économique. 40 % des 15-24 ans sont au chômage, la moitié des 15-24 ans seulement est scolarisée contre 60 % en France. Seulement 30 % des lycéens parviennent au baccalauréat. 2000 enfants sont déscolarisés. On ne s'étonnera pas que le taux de délinquance soit 13,5 fois plus élevée à Cayenne qu'à Paris.

La santé est en piteux état avec 2 hôpitaux en souffrance et le 3e à Kourou a vu sa vente à des investisseurs privés être in extremis refusée par le ministre de la santé. 60 % des décès à l'hôpital auraient pu être évités si les patients avaient été pris en charge dans un hôpital de France. Depuis 10-15 ans les demandes des services déconcentrés de l'État ne sont jamais exaucées, les services police justice sont exsangues. Pour l'immense majorité des Guyanais cette situation est clairement liée à la condition de colonie déguisée en département puis en région et dernier maquillage en collectivité.

Aux côtés du mouvement syndical se trouvent les organisations autochtones de Guyane. Elles veulent la ratification de la convention 169 de l'OIT qui

préserve les droits des peuples indigènes et notamment la rétrocession foncière. C'est toute la Guyane qui souffre nous sommes à ses côtés dans sa lutte légitime. C'est aussi pour nous l'occasion de réaffirmer notre volonté de voir tous les peuples en situation coloniale sous pavillon français accéder à leur autodétermination.

Grandes surfaces : derrière des rayons bien garnis, la loi du profit

Quelle que soit l'enseigne, les rayons des grands magasins sont toujours bien garnis, les personnels toujours accueillants...Mais savez-vous véritablement ce qui se cache derrière ces sourires ?



« Carrefour affame les paysans » ; « + 25 % pour les actionnaires, rien pour les salaires » ; « Non au travail du dimanche » ; « 40 % de précarité, 120 millions de CICE »...Ce sont quelques-uns des slogans scandés par 50 militants du Front de gauche samedi 18 mars devant le magasin Carrefour à Lorient.

Les conditions de travail des salarié.e.s

Près de 40 % travaillent à temps partiel imposé, pour un salaire moyen de 800

€ ! Après 20 ans d'ancienneté, un salarié à plein temps gagne 1 200 € ! Le management exige toujours plus de cadence, souhaite imposer le travail du dimanche. Avec la loi travail, la loi Macron, on se dirige vers de l'esclavagisme moderne.

Carrefour et le CICE

Gros utilisateur de main-d'œuvre, la grande distribution est le premier bénéficiaire du CICE (Crédit Impôts Compétitivité Emploi). Carrefour a touché 84 M € en 2013, 110 M € en 2014, 120 M € en 2015. Cette manne financière a permis de gaver les actionnaires (+ 25 % depuis 2012) et le PDG, dont le salaire annuel est passé de 3,7 à 7 millions d'€. Quant aux effectifs, c'est peu de chagrin!

Carrefour et le travail du dimanche

Malgré la volonté de la direction d'imposer le travail dominical, les syndicats l'ont refusé à 95 %. Selon la CGT-Carrefour, « *pour les salariés concernés qui cumulent déjà horaires atypiques, bas salaires, conditions de travail dégradées, la remise en cause du repos dominical va aboutir à encore plus de contraintes, de souffrances...* ». Cette résistance pourra-t-elle encore exister face aux projets de déconstruction totale du code du travail que promettent Fillon-Le Pen-Macron ?

Carrefour et ses fournisseurs

Acheté 1 € le kilo aux éleveurs, le porc est vendu 5 à 10 € en rayon. Pour le bœuf, on passe de 3,5 à 15 à 30 euros. Malgré les discours, rien n'a changé pour les enseignes de la grande distribution et les centrales d'achat ! Si tant est qu'elles achètent en France !

Face à ces excès, que propose le PCF/FDG?



- ▶ Blocage des prix des denrées alimentaires de base.
- ▶ Taxer les importations abusives qui pillent les productions locales et détruisent l'environnement.
- ▶ Permettre aux paysans de vivre de leur travail grâce à des prix rémunérateurs
- ▶ Encadrer les marges de la grande distribution

Créer une vraie dynamique pour les législatives

Lettre ouverte de militantes et militants du Front de Gauche du Morbihan à Jean-Luc Mélenchon

Cher Jean-Luc,

Dans notre département du Morbihan, le Front de gauche n'a jamais renoncé à son existence depuis sa création. Des associations et groupes locaux, réunissant des citoyennes et des citoyens, des militantes et militants de tous les partis et mouvements qui composent le Front de gauche du Morbihan (PG, PCF, Ensemble !, République et socialisme) se réunissent fréquemment et engagent des actions, ont mené toutes les campagnes électorales. Un collectif départemental coordonne leur activité. Beaucoup de ces militantes et militants, de ces citoyennes et citoyens se sont investis à l'origine dans la création de la France Insoumise et une grande majorité d'entre elles et eux ont milité pour ta candidature de longue date. Pour nous, l'affichage de notre diversité n'est pas un handicap mais un atout.

Les conditions sont donc remplies ici, sans difficulté, pour des binômes communs dans toutes les circonscriptions aux élections législatives, afin de créer une vraie dynamique pour les législatives, et aussi pour la présidentielle. Malheureusement, les groupes d'appui de la France Insoumise refusent de fait de travailler à ces candidatures communes, arguant de la stricte application de consignes venues du haut. Ce qui peut conduire à la situation absurde d'un affrontement entre le Front de gauche et la France Insoumise dans la plupart de ces circonscriptions qui sont, pour nos idées et nos combats communs, plutôt des terres de mission que des fiefs.

Sache que nous ne renonçons nulle part à présenter des candidatures avec la France Insoumise et que la porte est ouverte pour sortir par le haut du ridicule qui nous menace si France Insoumise n'assouplit pas ses positions. Sache aussi que nous sommes inquiets de voir des militantes et militants, des électrices et des électeurs acquis à ta candidature, rester sur le bord du chemin, se décourager, hésiter même quant à leur vote en avril.

Nous espérons que ces difficultés seront levées, et le plus tôt sera le mieux, pour dynamiser, dans notre département, nos campagnes présidentielle et législatives.

Très fraternellement,

Le 03 mars 2017

Pour mettre l'argent des banques au service des activités utiles, il faut nationaliser BNP-Paribas et Société Générale



Des militants du Front de gauche de Lorient ont mené une opération banques propres mercredi 15 février à Lorient. Armés de serpillières et de raclettes, ils procédaient au nettoyage de la Société Générale et de PNB, accusés de préférer les marchés financiers au financement de l'économie réelle.

Le PCF revendique la nationalisation des 2 mastodontes financiers à base française pour reprendre la main sur la finance. « *Les banques créent 90 % de la monnaie qui circule dans le pays. Il est inconcevable qu'elles ne soient pas sous contrôle public. Aujourd'hui les grandes banques font d'énormes profits en plaçant l'argent sur les marchés financiers. Il faut que cet argent soit réorienté, par exemple en prêtant à taux Zéro aux PME qui créent de l'emploi. Pour cela il faut un service public de la banque* », affirment Delphine Alexandre et Stéphane Le Roux, candidats du Front de gauche aux législatives.

C'est bon pour les riches...



En 2015 les banques ont touché 211 millions d'euros au titre du CICE. Parmi BNP Paribas (39 millions) et Société Générale (38 millions) battent des records. La BNP détient 171 filiales dans les paradis fiscaux, et a réalisé en 2014 2,5 milliards d'€ de profits. La Société Générale a fait 1,3 milliards d'€ de profits et annonce la suppression de 3 000 emplois et de 400 agences. La banque HSBC a détourné 180 milliards d'€ de l'impôt, dont 5 milliards en France, par l'entremise de

sa filiale suisse.

... C'est dur pour les autres

Les frais bancaires ont augmenté de 13 % en moyenne au 1er janvier 2017 BNP et SG financent allégrement les activités les plus polluantes, comme les centrales à charbon de Pologne et D'Indonésie. 20 000 suppressions d'emplois sont annoncées dans le secteur bancaire.

Front de Gauche et France insoumise, vers une campagne commune dans le

Morbihan



Les militants du Front de Gauche et ceux de France Insoumise du Morbihan se sont retrouvés lors d'une rencontre le 15 décembre à Auray. L'objectif de cette réunion était de réfléchir à la meilleure façon de mener campagne pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle et pour les candidatures de transformation sociale et écologique aux élections législatives. Près de 80 personnes ont participé au débat riche, cherchant les moyens de ces campagnes communes. A l'issue de deux heures et demie de discussion, l'assemblée a pris deux décisions, à une très forte majorité, qui feront date :

Décision prise lors de la rencontre « Comité de liaison du FDG 56 » / « Groupes d'appui de la France Insoumise ».

Près de 80 personnes provenant d'horizons divers (non-encartés, PCF, Ensemble !, République et Socialisme, France-Insoumise, syndicalistes, ...) ont voté, à titre personnel, à une très forte majorité (deux abstentions et deux refus de vote) le texte ci-après :

« Il est décidé :

- la création du Collectif de citoyennes et citoyens soutenant la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la Présidentielle et celles des candidats communs aux législatives dans le département du Morbihan.
- L'organisation, avant fin janvier 2017, d'Assemblées citoyennes de circonscriptions formées pour l'occasion pour identifier les candidats communs. »

Elections 2017 : rassembler pour changer vraiment !

Le Front de Gauche 56 précise sa démarche pour la séquence électorale de 2017. Ce premier texte est une invitation aux citoyennes et citoyens, aux syndicalistes, aux animateurs d'associations, aux militantes et militants des partis politiques qui ne peuvent se résoudre au scénario du recul social, démocratique et écologique.

Le Front de Gauche 56 propose un large rassemblement pour le progrès et l'émancipation, résolument anti-libéral. Un rassemblement ouvert et mobilisateur où chacune et chacun participe à son fonctionnement, jusqu'à la désignation des candidates et candidats représentatifs de la population du

département.



Le monde va mal. Les tensions entre les humains sont nombreuses et inquiétantes. Les foyers de guerres se multiplient. Le capitalisme, dans ses crises successives, fait souffrir les peuples et maltraite la planète.

En France, alors que les profits des entreprises du CAC40 continuent de progresser de façon indécente, les inégalités se creusent, le chômage progresse, la précarité s'installe.

Le gouvernement de François Hollande et de Manuel Valls, contrairement aux engagements pris en début de mandat a accompagné en l'accentuant la logique de casse sociale qui fracture la société française.

Qui peut comprendre que le candidat Hollande qui affirmait hier « haïr la finance » ait fait adopter par l'assemblée nationale le CICE et ait imposé à coup de 49-3 la loi El Khomri.

Une telle trahison des engagements pris décrédibilise l'action politique, conduit à considérer que droite et gauche c'est pareil, alimente la thèse du « tous pourris » et renforce la rhétorique du Front national.

Faute d'alternative visible à gauche, la société se crispe dangereusement et se replie sur elle-même. L'hystérie identitaire développée par la droite et l'extrême droite et largement relayée par les médias, attise les peurs et les haines et pousse à des dérives liberticides dangereuses pour les fondements même de notre démocratie. L'idée même de laïcité est dévoyée pour fracturer la société.

Dans un tel contexte, Il est urgent de réagir en construisant collectivement une vraie alternative à gauche susceptible de donner de l'espoir et de réenchanter le champ du politique.

Pour cela, il est nécessaire de rassembler dans la réflexion et dans l'action, des militant·e·s politiques et syndica·les·ux, des citoyen·ne·s engagé·e·s dans le mouvement associatif, ainsi que toutes celles et tous ceux, qui par leur engagement personnel récuse le néo libéralisme qui détruit les vies et notre environnement.

Faute de rassembler et de construire ensemble, la gauche de transformation sociale risque de disparaître du paysage politique et à court terme, des bancs de la prochaine Assemblée nationale.

Les prochaines échéances électorales de 2017 constituent un moment essentiel de la vie politique. Leur résultat sera lourd de conséquences. Les élections présidentielle et législatives, compte tenu de leur proximité, constituent une même séquence politique. Il faut tout mettre en œuvre, pour que la gauche authentique, celle de transformation sociale, écologique et féministe, se présente unie et forte dès le premier tour de scrutin.

S'agissant des législatives, dans un contexte national plus marqué par l'éparpillement que par le souci de travailler ensemble, la rencontre organisée à Baud, le 1er juillet dernier, constitue une chance pour celles et ceux qui aspirent à de vrais changements.

Les échanges constructifs et respectueux, que nous avons eus début juillet, ont témoigné d'une volonté partagée d'avancer ensemble en dépassant les logiques d'appareil, pour essayer de construire dans chaque circonscription

du Morbihan, des candidatures communes.

Au-delà de l'accord de principe, Il s'agit maintenant de travailler à faire converger nos points de vue sur le socle politique commun sur lequel se fonderont les candidatures et sur les principes et modalités de conduite de la campagne.

a) Le socle commun :

Le reproche est largement fait aux élu·e·s, quelquefois avec raison, de ne pas respecter leurs engagements une fois qu'elles et ils sont élu·e·s. Aussi nous paraît-il nécessaire d'affirmer que les principes que nous aurons ensemble validés vaudront engagement pour les candidat·e·s qui auront été désigné·e·s.

Le socle commun devrait pouvoir préciser les principes politiques guidant l'action des futur·e·s élu·e·s ainsi que les principes d'exercice de leur mandat valant en quelque sorte contrat avec notre collectif et avec les électrices et les électeurs.

Il faut éviter deux écueils : un catalogue détaillé d'engagements qui ne permettrait pas d'aller à l'essentiel et des formulations imprécises pouvant masquer des désaccords entre nous et conduire ultérieurement à des difficultés dans la conduite de la campagne.

Ceci étant précisé, nous mettons au débat quelques axes qui pourraient trouver place dans le socle politique à construire ensemble (et dont la présentation reste à définir).

Les candidate·e·s morbihannai·se·s pour une vraie alternative à gauche pourraient s'engager, dans leur activité de parlementaire sur les axes politiques suivants :

- Sortir des politiques d'austérité.
- Abroger la loi El Khomri et procéder à la réécriture d'un code du travail sauvegardant les droits des salarié·e·s dans l'entreprise. Mettre en place une Sécurité Sociale professionnelle, par un nouveau statut du travail salarié.
- Interdire les licenciements boursiers.
- Partager les richesses par la fiscalité, la limitation des écarts de salaires (1 à 20) et la taxation du grand patrimoine.
- Rétablir le droit à la retraite à 60 ans et consolider les 35 heures avec les 32 heures en perspective.
- Soutenir et développer un service public de qualité et accessible à tous.
- Créer un pôle bancaire public.
- Sortir du traité de Lisbonne et construire une autre Europe en plaçant la démocratie et le progrès social au cœur de la construction européenne. Rejeter les accords commerciaux transatlantiques TAFTA et CETA qui bafouent les fondements démocratiques et républicains de notre pays et d'autres nations européennes.
- Sortir de l'OTAN et s'abstraire de toute coalition militaire. Orienter notre diplomatie uniquement vers la paix et le désarmement.
- Les migrants fuient la guerre, la sauvagerie et les désastres

écologiques. Il faut agir à la fois pour aider au développement économique des pays de départ et pour accueillir dignement, lorsqu'ils sont arrivés en France, les réfugiés et les migrants économiques et climatiques en les aidant par des actions de formation et d'accompagnement social adapté à se construire un avenir dans notre pays.

- Accompagner la transition énergétique par une politique active de financement des énergies renouvelables, de développement des transports publics, de rééquilibrage entre le rail et la route.
- Favoriser les circuits courts et les productions locales. Sauvegarder l'agriculture paysanne et favoriser son développement en réduisant le secteur de l'agro-industrie.
- Abandonner les grands projets onéreux et inutiles notamment, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.
- Abroger les lois liberticides votées sous les quinquennats de Nicolas Sarkozy et François Hollande.
- Favoriser en toute occasion les principes de laïcité, bases de la République sociale.
- Favoriser la place des femmes dans tous les espaces publics de la vie sociale.
- Travailler à des propositions visant à démocratiser les institutions par l'avènement d'une 6ème République.
- Plusieurs propositions pourront porter sur sujets départementaux et locaux comme le soutien à l'agriculture paysanne et à la pêche artisanale, la sauvegarde de la construction navale. Les dépenses de surarmement et de ventes d'armes devront être écartées. La reconversion des industries militaires devra être étudiée.

S'agissant de l'exercice de leur mandat, les futur·e·s candidat·e·s pourraient s'engager :

- à rendre compte régulièrement de leur mandat au moyen de compte rendu de mandats ;
- à mettre en place un dispositif de contrôle citoyen, sur la mise en œuvre des engagements pris ;
- à soutenir tout dispositif législatif visant à limiter le cumul et la durée des mandats ;
- à travailler à l'élaboration d'un véritable statut de l'élu.

b) Principes et modalités de conduite de la campagne :

L'élaboration de notre socle politique et les modalités de désignation des candidat·e·s devra être la propriété de notre mouvement naissant. Le mouvement social opposé à la loi travail a ravivé la conviction que l'action des salarié·e·s est essentielle. L'irruption de nouvelles formes de débats et de prise de parole, la naissance de réseaux citoyens plus transversaux, incarnés, par exemple, mais pas seulement, par Nuit debout, nécessite de trouver des formes d'organisation et de conduite de la campagne intégrant l'ensemble des forces vives qui veulent construire, en Morbihan et ailleurs, une vraie alternative de gauche au néolibéralisme.

Notre mouvement devra se doter d'un collectif de campagne large intégrant les partis de la gauche d'alternative, le Front de Gauche, les partisans de la France Insoumise, des syndicalistes, des militants associatifs, féministes, d'organisations de jeunesse, des citoyen·ne·s non encarté·e·s. Se réunissant régulièrement, ce collectif rendra compte de ses réflexions et propositions, les mettra en débat et sera contrôlé en permanence dans son fonctionnement. Chaque participant doit avoir la conviction que tout le fonctionnement de la campagne se fera en toute transparence et clarté et que toutes les décisions seront prises par ce mouvement.

La désignation des candidat·e·s ne devra sans doute pas privilégier la référence partidulaire mais plutôt la capacité reconnue par notre collectif à porter nos axes de campagne, à convaincre, à gagner.

Nous considérons, dans l'intérêt de la lisibilité et de l'efficacité de notre campagne, qu'il faut privilégier une conduite départementale garante d'une bonne mise en œuvre de nos principes à une atomisation par circonscription.

En outre, la base politique de notre démarche implique une totale loyauté envers les électeur·rice·s. Ainsi, lors du scrutin législatif, nous n'appellerons pas à voter pour les candidats ayant soutenu la politique libérale du gouvernement Hollande-Valls. Et nous ne négocierons aucun accord électoral avec eux.

Il faudra, en outre, bien préciser les modalités de financement de la campagne en prenant toutes les mesures nécessaires pour solliciter des financements citoyens, venant compléter les financements traditionnels des partis. Le collectif veillera à la transparence de la dimension financière de la campagne.

Une attention particulière devra être portée à la communication. L'enjeu de la clarté et de la lisibilité est essentiel, en portant l'effort sur les formes nouvelles de communication : réseaux sociaux, médias en ligne... Une structure ad hoc pourrait être créée aux côtés du collectif de campagne.

Auray le 14 octobre 2016

Les citoyen·ne·s engagé·e·s dans le comité de liaison(*) du Front de Gauche du Morbihan.

() composé de membres du Parti communiste français, d'Ensemble!, du Parti de gauche, de République et socialisme, d'ami·e·s du Front de Gauche, de citoyen·ne·s engagé·e·s dans la France insoumise.*

Nombreux pour une alternative à gauche

Plus de cent cinquante personnes, militants, sympathisants et citoyens engagés se sont retrouvés au centre culturel d'Hennebont le 22 septembre, à l'invitation des organisations de la gauche « de transformation »(*). L'objectif: comment unir nos forces pour éviter une déroute en 2017 et permettre au mouvement social mobilisé depuis le printemps d'envisager un avenir politique.



La tâche est ardue, tant le quinquennat qui se termine a divisé la gauche, l'a morcelée au point de voir le risque de son effacement pur et simple. Mais la tonalité de la réunion fut plus optimiste, et tous se sont accordés sur l'idée de recenser ce qui nous rassemble, plutôt que de monter en épingle nos points de désaccord.

Les questions furent nombreuses tendant à éclaircir les positions des uns et des autres. De la loi travail aux traités européens et passant par la question des alliances, les participants sont sortis de cette soirée avec le sentiment qu'une construction était possible, fragile et délicate, dans un contexte marqué par deux scrutins.

Rendez-vous a été pris pour travailler à cette construction, en approfondissant les thèmes et en travaillant la démarche politique. Des groupes de travail devraient voir le jour rapidement.

(*) *EELV, Voix de gauche, Front de Gauche*

Afin de nourrir la réflexion visant au rassemblement large de la gauche de transformation, le comité de liaison du Front de Gauche du Morbihan a commencé l'élaboration d'une charte en vue, entre autre, du scrutin législatif. Nous la livrons ici, afin de l'enrichir de vos réflexions et vos propositions par le biais des commentaires. Volontairement, des points du socle commun n'ont pas été détaillés, n'hésitez pas à nous les communiquer.

Rassembler pour changer vraiment !

Le monde va mal. Les tensions entre les humains sont nombreuses et inquiétantes. Le capitalisme, dans ses crises successives, fait souffrir les peuples et maltraite la planète.

En France, alors que les profits des entreprises du CAC40 continuent de progresser de façon indécente, les inégalités se creusent, le chômage progresse, la précarité s'installe.

Le gouvernement de François Hollande et de Manuel Valls, contrairement aux engagements pris en début de mandat a accompagné en l'accroissant la logique de casse sociale qui fracture la société française.

Qui peut comprendre que le candidat Hollande qui affirmait hier « haïr la

finance » ait fait adopter par l'assemblée nationale le CICE et ait imposé à coup de 49-3 la loi El Khomri.

Une telle trahison des engagements pris décrédibilise l'action politique, conduit à considérer que droite et gauche c'est pareil, alimente la thèse du « tous pourris » et renforce la rhétorique du Front national.

Faute d'alternative visible à gauche, la société se crispe dangereusement et se replie sur elle-même. L'hystérie identitaire développée par la droite et l'extrême droite et largement relayée par les médias, attise les peurs et les haines et pousse à des dérives liberticides dangereuses pour les fondements même de notre démocratie. L'idée même de laïcité est dévoyée pour fracturer la société.

Dans un tel contexte, Il est urgent de réagir en construisant collectivement une vraie alternative à gauche susceptible de donner de l'espoir et de réenchanter le champ du politique.

Pour cela, il est nécessaire de rassembler dans la réflexion et dans l'action, des militant·e·s politiques et syndica·les·ux, des citoyens engagé·e·s dans le mouvement associatif, ainsi que toutes celles et tous ceux, qui par leur engagement personnel récuse le néo libéralisme qui détruit les vies et notre environnement.

Faute de rassembler et de construire ensemble, la gauche de transformation sociale risque de disparaître du paysage politique et à court terme, des bancs de la prochaine Assemblée nationale.

Dans un contexte national plus marqué par l'éparpillement que par le souci de travailler ensemble, la rencontre organisée à Baud, le 1er juillet dernier, constitue une chance pour celles et ceux qui aspirent à de vrais changements.

Les échanges constructifs et respectueux, que nous avons eus début juillet, ont témoigné d'une volonté partagée d'avancer ensemble en dépassant les logiques d'appareil, pour essayer de construire dans chaque circonscription du Morbihan, des candidatures communes.

Au-delà de l'accord de principe, Il s'agit maintenant de travailler à faire converger nos points de vue sur le socle politique commun sur lequel se fonderont les candidatures et sur les principes et modalités de conduite de la campagne.

a) Le socle commun :

Le reproche est largement fait aux élu·e·s, quelquefois avec raison, de ne pas respecter leurs engagements une fois qu'elles et ils sont élu·e·s. Aussi nous paraît-il nécessaire d'affirmer que les principes que nous aurons ensemble validés vaudront engagement pour les candidat·e·s qui auront été désigné·e·s.

Le socle commun devrait pouvoir préciser les principes politiques guidant l'action des futur·e·s élu·e·s ainsi que les principes d'exercice de leur mandat valant en quelque sorte contrat avec notre collectif et avec les électrices et les électeurs.

Il faut éviter deux écueils : un catalogue détaillé d'engagements qui ne permettrait pas d'aller à l'essentiel et des formulations imprécises pouvant masquer des désaccords entre nous et conduire ultérieurement à des difficultés dans la conduite de la campagne.

Ceci étant précisé, nous mettons au débat quelques axes qui pourraient trouver place dans le socle politique à construire ensemble (et dont la présentation reste à définir).

Les candidate·e·s morbihannai·se·s pour une vraie alternative à gauche pourraient s'engager, dans leur activité de parlementaire sur les axes politiques suivants :

- Sortir des politiques d'austérité.
- Abroger la loi El Khomri et procéder à la réécriture d'un code du travail sauvegardant les droits des salarié·e·s dans l'entreprise. Mettre en place une Sécurité Sociale professionnelle, par un nouveau statut du travail salarié.
- Interdire les licenciements boursiers.
- Partager les richesses par la fiscalité, la limitation des écarts de salaires (1 à 20) et la taxation du grand patrimoine.
- Rétablir le droit à la retraite à 60 ans et consolider les 35 heures avec les 32 heures en perspective.
- Soutenir et développer un service public de qualité et accessible à tous.
- Créer un pôle bancaire public.
- Sortir du traité de Lisbonne et construire une autre Europe en plaçant la démocratie et le progrès social au cœur de la construction européenne.
- Accompagner la transition énergétique par une politique active de financement des énergies renouvelables, de développement des transports publics, de rééquilibrage entre le rail et la route.
- Favoriser les circuits courts et les productions locales.
- Abandonner les grands projets onéreux et inutiles notamment, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.
- Abroger les lois liberticides votées sous les quinquennats de Nicolas Sarkozy et François Hollande.
- Favoriser en toute occasion les principes de laïcité, bases de la République sociale.
- Favoriser la place des femmes dans tous les espaces publics de la vie sociale.
- Travailler à des propositions visant à démocratiser les institutions par l'avènement d'une 6ème République.
- Plusieurs propositions pourront porter sur sujets départementaux et locaux comme le soutien à l'agriculture paysanne et à la pêche artisanale, la sauvegarde de la construction navale. Les dépenses de surarmement et de ventes d'armes devront être écartées. La reconversion des industries militaires devra être étudiée.

S'agissant de l'exercice de leur mandat, les futur·e·s candidat·e·s pourraient s'engager :

- à rendre compte régulièrement de leur mandat au moyen de compte rendu de mandats ;

- à mettre en place un dispositif de contrôle citoyen, sur la mise en œuvre des engagements pris ;
- à soutenir tout dispositif législatif visant à limiter le cumul et la durée des mandats ;
- à travailler à l'élaboration d'un véritable statut de l'élu.

b) Principes et modalités de conduite de la campagne :

L'élaboration de notre socle politique et les modalités de désignation des candidat·e·s devra être la propriété de notre mouvement naissant. L'irruption de nouvelles formes de débats et de prise de parole, la naissance de réseaux citoyens plus transversaux, incarnés, par exemple, mais pas seulement, par Nuit debout, nécessite de trouver des formes d'organisation et de conduite de la campagne intégrant l'ensemble des forces vives qui veulent construire, en Morbihan et ailleurs, une vraie alternative de gauche au néolibéralisme.

Notre mouvement devra se doter d'un collectif de campagne large, intégrant les forces organisées de la gauche d'alternative, des syndicalistes, des responsables d'associations, de mouvements de femmes, d'organisations de jeunesse, des citoyen·ne·s non adhérent·e·s, se réunissant souvent, rendant compte de ses réflexions et propositions, les mettant en débat et contrôlé en permanence dans son fonctionnement. Chaque participant·e doit avoir la conviction que tout le fonctionnement de la campagne se fera en toute transparence et clarté, et que toutes les décisions seront prises par ce mouvement.

La désignation des candidat·e·s ne devra sans doute pas privilégier la référence partidulaire mais plutôt la capacité reconnue par notre collectif à porter nos axes de campagne, à convaincre, à gagner.

Nous considérons, dans l'intérêt de la lisibilité et de l'efficacité de notre campagne, qu'il faut privilégier un suivi départemental garant d'une bonne mise en œuvre de nos principes à une atomisation par circonscription.

En outre, nous estimons, pour respecter l'engagement pris envers les élect·rices·eurs, qu'aucune négociation n'est possible avec les forces politiques impliquées dans la politique gouvernementale actuelle, en vue d'éventuelles candidatures.

Il faudra, en outre, bien préciser les modalités de financement de la campagne en prenant toutes les mesures nécessaires pour solliciter des financements citoyens, venant compléter les financements traditionnels des partis. Le collectif veillera à la transparence de la dimension financière de la campagne.

Une attention particulière devra être portée à la communication. L'enjeu de la clarté et de la lisibilité est essentiel, en portant l'effort sur les formes nouvelles de communication : réseaux sociaux, médias en ligne... Une structure ad hoc pourrait être créée aux côtés du collectif de campagne.

Enfin, nous suggérons que les principes qui seront validés au cours de notre rencontre du 22 septembre fassent rapidement l'objet d'une présentation à la presse.

